

Commission des Politiques Environnementales, Économiques et Sociales (CPEES) Rapport 2021-2025

Présidente : Kristen Walker Painemilla

VISION

Un monde dans lequel le développement durable, la justice sociale, la diversité et l'équité sont mis en valeur dans la conservation de la nature et le développement.

MISSION

Poursuivre notre mission en produisant des connaissances, en ayant recours à des stratégies d'influence et en favorisant les actions qui associent la conservation de la nature avec la justice sociale, culturelle, environnementale et économique tout en abordant la corrélation entre la conservation et le climat dans un monde de plus en plus complexe.

APPROCHES STRATÉGIQUES ET OBJECTIFS

La Commission des politiques environnementales, économiques et sociales (CPEES) s'acquitte de sa mission en engageant les Membres de l'UICN, les membres de la CPEES et d'autres parties prenantes dans des activités de recherche, des expertises et des actions politiques et de terrain dans le but de :

- identifier, analyser et tirer des enseignements des politiques et pratiques à l'interface entre la conservation de la nature, les préoccupations socio-économiques, la justice environnementale, ainsi que des préoccupations culturelles et spirituelles des communautés humaines.
- promouvoir une approche holistique de la conservation de la nature et du développement durable dans l'ensemble de l'UICN, compte tenu des situations complexes et en favorisant le dialogue et l'apprentissage collaboratif fondés sur le respect des diverses valeurs, connaissances et expériences.
- mener des recherches innovantes à de multiples échelles qui apportent des réponses en temps voulu aux problèmes actuels de politique environnementale, économique et sociale identifiés par les Membres de l'UICN, son personnel, les membres de ses Commissions et ses partenaires sur le terrain, tels que l'environnement et la santé humaine, la population, la migration, le changement climatique et les défenseurs des droits fondamentaux dans le domaine de l'environnement.
- fournir des conseils sur les politiques et les pratiques des institutions et organisations publiques, privées et de la société civile en matière de conservation de la nature, de justice sociale et environnementale, de promotion de la diversité bioculturelle, de valorisation et de prise en compte de la nature, de gouvernance durable et équitable et d'utilisation de la nature et des ressources naturelles.
- contribuer à la mise en œuvre du Programme de l'UICN et renforcer les capacités de l'UICN en encourageant la participation de cultures et de groupes d'intérêts divers, ainsi que l'intégration de différentes formes de connaissances, d'expériences et de compétences.
- soutenir et préconiser une participation pleine et effective et l'autonomisation des populations autochtones, des communautés locales, des jeunes, des chefs de file faisant le lien entre les

générations et des communautés religieuses à tous les niveaux des politiques et des pratiques de conservation de la nature et de développement.

PRIORITÉS ET RÉALISATIONS

Les priorités de la CPEES pour la période quadriennale 2021-2025 sont le fruit d'un courageux appel à « Réimaginer la conservation », une expression qui a servi d'ancrage thématique et de perspective stratégique pour façonner le travail de la CPEES. Au travers de l'amélioration de la gouvernance et des droits, de son soutien en faveur de la résilience climatique ou du renforcement des moyens d'existence durables, la CPEES n'a eu de cesse de remettre en question les paradigmes profondément ancrés et de favoriser des approches de conservation fondées sur l'équité, la justice et l'intégrité culturelle.

Cette vision transformatrice est directement alignée sur les trois piliers du Programme de l'UICN 2021-2025 : l'humain, la terre et l'eau, et le changement climatique. « Réimaginer la conservation » a permis de renforcer l'engagement de l'UICN envers une conservation inclusive fondée sur les droits en favorisant des solutions innovantes dirigées par les communautés ainsi qu'en tenant compte des systèmes de savoirs autochtones. La CPEES a apporté sa contribution aux sept priorités du programme, y compris la gouvernance, l'équité et les approches fondées sur les droits (l'humain), l'accès équitable aux ressources naturelles (la terre et l'eau) ainsi que le renforcement de la résilience et des capacités d'adaptation (le changement climatique).

Cette vision a entraîné des changements dans toute l'Union, bien au-delà de la CPEES, façonnant le travail des autres Commissions, des Comités régionaux et nationaux ainsi que des Membres de l'UICN. Elle a inspiré des partenariats transversaux, de nouvelles méthodologies participatives et un mouvement en faveur de l'apprentissage axé sur la justice, le soin et la connexion culturelle. La CPEES a aidé à ancrer « Réimaginer la conservation » dans les processus plus généraux de l'UICN au travers d'outils comme la newsletter « Réimaginer la conservation », une série de dialogues immersifs, des forums nationaux et régionaux pour la conservation ainsi que des supports de connaissances et de recherche collaborative toujours plus nombreux.

Au cours des quatre dernières années, les contributions de la CPEES, fondée sur la diversité, l'expertise et le vécu de ses membres, ont joué un rôle déterminant dans la concrétisation de la vision du Programme de l'UICN : un monde juste qui valorise et conserve la nature. À mesure que nous progressons, la CPEES se positionne en première ligne de l'appel à « Réimaginer la conservation » au service d'un avenir plus équitable, inclusif et durable.

Réimaginer la conservation

La CPEES a lancé son initiative phare, « Réimaginer la conservation » en 2021 avec pour but de remettre en question les traditionnels paradigmes de la conservation et de promouvoir des approches plus inclusives, fondées sur les droits et axées sur l'humain. Elle vise à transformer la façon dont la conservation est conceptualisée, concrétisée et menée en se concentrant sur la justice, l'équité, le leadership et les changements institutionnels. L'initiative a incité la communauté de l'UICN à réimaginer la conservation dans tous les secteurs et toutes les régions de l'Union. Le Forum régional d'Asie pour la conservation a notamment adopté *Réimaginer la Conservation* comme thème central de sa réunion, encourageant les parties prenantes régionales à réfléchir à de nouvelles trajectoires d'action.

Les principales actions menées au titre de cette initiative incluent des dialogues nationaux à l'instar du Forum Réimaginer la conservation, organisé par le Comité national de l'UICN pour l'Australie ainsi que d'un événement du Comité national pour le Mexique qui placé au centre du débat les voix des Peuples autochtones, des femmes et de la jeunesse. La CPEES a mené des expériences immersives et cocréé des méthodologies poussant à la réflexion, à l'apprentissage et à l'action collective, en vue d'explorer de meilleures pistes pour protéger notre planète sur la base des expériences et des actions locales.

La Commission de l'éducation et de la communication (CEC) a fourni des outils pédagogiques, des plateformes d'échange et des stratégies de communication afin de contribuer à mieux faire

comprendre et assimiler l'initiative « Réimaginer la conservation » au sein de l'Union. Le Conseil de l'UICN s'est également emparé de cette initiative, tirant profit de sa première réunion de la période quadriennale pour examiner le rôle de ce mouvement et l'aligner sur la Vision à 20 ans de l'UICN.

Les partenaires de la CPEES, comme *Synchronicity Earth* et Conservation International, ont dépassé les attentes en matière de financement et de développement, redoublant d'efforts en faveur de l'initiative « Réimaginer la conservation » et en appliquant une approche de la conservation axée sur l'humain. Ensemble, ces efforts façonnent un nouveau discours de la conservation, fondée sur l'inclusion, la justice et la responsabilité partagée en faveur d'une planète en bonne santé.

Groupes thématiques (GT)

Gouvernance, équité et droits (TGER, en anglais)

Le groupe thématique « Gouvernance, équité et droits » s'est concentré sur l'apprentissage collectif et la transformation au travers de la Plateforme d'apprentissage pour la gouvernance – un réseau mondial réunissant des professionnels, des peuples autochtones et des experts politiques pour partager leurs connaissances et améliorer la gouvernance environnementale. La plateforme sert d'espace collaboratif pour explorer divers systèmes inclusifs fondés sur les droits en s'appuyant sur diverses traditions juridiques, expériences vécues et normes culturelles.

Au cours de cette période quadriennale, ce thème a été le point de départ d'une série d'échanges de connaissances à l'international ainsi que d'études de cas et de briefings sur les pratiques efficaces de gouvernance qui se concentrent sur l'équité et la justice (annexe B). Ceux-ci ont éclairé les dialogues de l'UICN tout en participant aux efforts de renforcement des capacités dans de multiples régions. L'initiative a également permis d'examiner les applications pratiques de co-gouvernance, le pluralisme juridique ainsi que le consentement libre, informé et préalable (CLIP) dans les aires protégées et conservées.

La CPEES a toujours défendu les droits des défenseurs des droits de l'homme liés à l'environnement (DDHE), en particulier ceux des peuples autochtones, des femmes et des jeunes, c'est-à-dire tous les groupes positionnés en première ligne de la conservation et de la justice climatique. S'appuyant sur ses travaux de longue date dans ce domaine, la CPEES a contribué au développement et à la publication du document de travail de l'UICN intitulé Advancing Human Rights-Based Approaches to Target 3 (Promouvoir les approches fondées sur les droits de l'homme pour mettre en œuvre la Cible 3) qui présente des solutions concrètes pour garantir que la mise en œuvre des mesures de conservation par zone en vertu du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal respecte les droits de l'homme tout en assurant une gouvernance équitable. En partenariat avec d'autres organisations, organisations membres et experts mondiaux, la CPEES a également cocréé les Principes fondamentaux en matière de droits humains à l'intention des organisations privées de conservation et des bailleurs de fonds publiés en 2024 par le PNUE, qui fournissent des orientations cruciales en matière d'approches fondées sur les droits dans les domaines du financement et de la mise en œuvre de la conservation. En outre, la CPEES a apporté sa contribution à la rédaction de la Note d'orientation de l'UICN relative aux DDHE et au Cadre mondial de la biodiversité, publiée en 2022, qui plaide pour intégrer des garanties et des mécanismes de responsabilité précis en vertu des Cibles 3, 21 et 22. Ces efforts réaffirment la position de la CPEES en tant que chef de file défendant les modèles de gouvernance inclusive, fondée sur les droits et protectrice de ceux qui défendent la nature.

De plus, un nouveau Groupe de travail CMAP-CPEES de l'UICN s'efforçant de promouvoir la gouvernance autochtone et communautaire des aires protégées et conservées, co-présidé par Barbara Lassen, Neema Pathak et Ahmad Hameed, a été établi en vue d'éliminer les obstacles s'opposant au leadership des peuples autochtones et des communautés locales (PACL) dans la gestion, l'utilisation et la conservation de ces aires. Ce nouveau groupe de travail a pour but de renforcer la compréhension et la transparence de la gouvernance par les PACL ainsi que d'élaborer, de tester et de promouvoir des supports de connaissances qui contribuent à évaluer et faire basculer les dynamiques de pouvoir entre les PACL et d'autres acteurs. Ces outils sont partagés à l'échelle mondiale en vue d'une meilleure assimilation et influence sur les politiques et les pratiques.

En parallèle, le thème soutient les travaux menés en vertu de la Résolution 7.119, Renoncer à la Doctrine de la découverte pour redécouvrir comment préserver la Terre nourricière (Marseille, 2020), qui comprend la création d'un Groupe de travail de l'UICN sur la vérité et la réconciliation ainsi que l'élaboration d'un document de cadre préparé pour le Conseil de l'UICN en vue d'orienter la réflexion et la réponse institutionnelle. Ce document permettra d'éclairer une série de discussions sur la vérité, la réconciliation et l'héritage de la dépossession dans le domaine de la conservation, ce afin de créer une dynamique en amont du Congrès mondial de la nature 2025 de l'UICN.

Bien-être humain et moyens d'existence durables (HWSL, en anglais)

Au cours de cette période quadriennale, les travaux liés à la thématique « Bien-être humain et moyens d'existence durables » se sont concentrés sur l'exploration des stratégies innovantes pour l'action, en particulier le suivi et le financement, ainsi que le leadership dans la conservation. Cherchant à combler les lacunes dans les discussions sur le suivi et les politiques, cette thématique a réuni un groupe de travail pour examiner les incidences sociales du suivi de la conservation par les PACL. En 2023, le Forest Peoples Programme (FPP) a chargé ce groupe d'élaborer un rapport sur les conclusions de ses enquêtes ayant porté sur 87 initiatives de suivi à travers le monde, qui devrait être publié parmi les documents d'information du FPP. Récemment, cette thématique a entraîné la création d'un nouveau groupe de travail CMAP-CPEES sur la promotion de la gouvernance autochtone et communautaire dans les aires protégées et conservées. Les membres du groupe thématique « Bien-être humain et moyens d'existence durables » sont également les auteurs et coauteurs de plusieurs supports de connaissances comme un rapport de littérature grise examinant les méthodes d'évaluation des impacts sociaux de la conservation, un rapport CMAP sur la promotion d'une gouvernance équitable dans le domaine de la conservation par zone, ainsi qu'un rapport CMAP sur la justice sociale et la restauration qui sera bientôt publié. Enfin, ce groupe thématique a rédigé le 23^e numéro de la revue *Policy Matters*, « Journeys to more equitable and effective conservation: the central role of Indigenous peoples and local communities » (Parcours vers une conservation plus équitable et efficace : le rôle central des Peuples autochtones et des communautés locales), qui présente des études de cas détaillant les changements survenant dans les approches de conservation, les difficultés rencontrées, les enseignements tirés et les résultats observés.

Ce travail sur le suivi et les moyens d'existence coïncide avec des travaux parallèles de la CPEES sur le financement de la conservation, les transitions justes et les innovations des entreprises, des thématiques explorées dans la section suivante.

Entreprises, bonnes pratiques et responsabilité (BBPA, en anglais)

La thématique « Entreprises, bonnes pratiques et responsabilité » a permis de faire avancer les travaux de la CPEES se situant à l'intersection de la conservation, du climat et de la finance durable. Le groupe thématique a rédigé des publications examinées par des pairs sur des sujets comme le financement de l'action en faveur du climat, le rétablissement fondé sur la nature et la participation des entreprises dans la conservation et les transitions liées aux systèmes alimentaires (annexe B). Une note d'orientation sur l'Innovation positive pour la nature devrait également être publiée dans la revue *Policy Matters*.

Alors que la CPEES se concentre davantage sur l'équité dans le financement de la conservation et l'adaptation, d'autres efforts ont été menés en parallèle pour examiner les facteurs systémiques de vulnérabilité, en particulier lorsque les changements environnementaux coïncident avec des migrations, des déplacements de population et des conflits.

Le Président du groupe a fourni à l'UICN son expertise technique au travers du Global Fund on Ecosystem-based Adaptation (Fonds mondial sur l'adaptation fondée sur les écosystèmes) et a suivi une formation spécialisée avec le MOOC d'edX sur l'adaptation fondée sur les écosystèmes. En collaboration avec l'Université de Johannesburg, le groupe a organisé des ateliers portant sur les transitions énergétiques justes en Afrique, visant à comparer les modèles en Afrique du Sud et au Sénégal ainsi qu'à explorer les pistes pour l'innovation et l'entrepreneuriat dans le domaine de la conservation.

Cette thématique a également joué un rôle déterminant dans le dialogue stratégique de la CPEES sur la finance régénérative. Lors de la réunion du Comité directeur au Costa Rica en 2023, son Président

a dirigé une séance visant à repenser la stratégie de financement et de mobilisation des ressources du Programme Nature 2030 de l'UICN, mettant en avant les thèmes de l'équité, de l'inclusion et de la durabilité à long terme.

Environnement et paix (TEP, en anglais)

Cet ensemble thématique a permis de renforcer le rôle dirigeant de la CPEES dans le domaine de la conservation présentant un risque de conflit, dans la consolidation de la paix liée à l'environnement ainsi que dans les corrélations entre migrations, changement climatique et biodiversité. En étroite collaboration avec le groupe « Environnement et Conflits armés » de la CMDE-UICN, le groupe Montagne de la CGE-UICN et le groupe de spécialistes des conflits entre l'homme et la faune sauvage de la CSE-UICN, les membres travaillant sur cette problématique ont cocréé des supports de formation, organisé des événements et contribué aux dialogues politiques portant sur la décolonisation, les déplacements de population et la justice écologique.

Récompensé par un prix, le rapport *Planet on the move: Reimagining conservation at the intersection of migration, environmental change, and conflict (La planète en mouvement : Repenser la conservation au croisement des migrations, du changement climatique et des conflits)*, élaboré en partenariat avec les membres du CME (Consortium méditerranéen pour l'écotourisme), des organisations membres, des institutions universitaires et d'autres membres de la CPEES, fait partie des plus grands succès du groupe. Ce tout nouveau rapport analyse en quoi les pratiques de conservation doivent évoluer pour répondre aux défis posés par les migrations (humaines, mais pas que) causées par le dérèglement climatique, les conflits et les transformations socioécologiques. Il appelle à adopter des approches de la conservation axées sur le soin, l'adaptation et la justice qui tiennent compte des aspects liés à la mobilité des espèces, des liens entre l'homme et l'animal ainsi que du principe de responsabilité historique.

Culture, spiritualité et conservation (CSC, en anglais)

Le groupe thématique « Culture, spiritualité et Conservation » a collaboré avec d'autres commissions et organisations membres pour enraciner les approches de la conservation qui placent la culture et la spiritualité au cœur du plaidoyer en faveur de l'environnement. Ce groupe a aussi participé à la création du groupe de travail « Vérité et réconciliation ». En outre, il a pris part à un projet global visant à créer une base de données des espèces sacrées en vue de mettre en lumière la nécessité de réimaginer nos rapports avec les autres espèces.

Groupes de spécialistes

Genre (SGG, en anglais)

Au cours de cette période quadriennale, le groupe de spécialistes sur le genre est passé de 87 membres de 34 pays à 139 membres de 48 pays. De plus, le Président du groupe a examiné quatre motions dans le cadre de la procédure des propositions de motions en vue du Congrès mondial de la nature 2025 de l'UICN, en qualité d'examineur technique sur les questions de genre et de santé. Il a passé en revue 19 candidatures au poste d'Évaluateur technique pour le Défi de subventions Environnements Résilients, Inclusifs et Durables (RISE, en anglais).

Criminologie verte (SGGC, en anglais)

Entre 2022 et 2025, le groupe de spécialistes en criminologie verte a joué un rôle de premier plan au sein de la CPEES en matière de réflexion interdisciplinaire autour des préjudices environnementaux, de la justice et de la responsabilité. Le groupe a organisé et dirigé les deux premiers séminaires interinstitutionnels en criminologie verte au Mexique (2022-2023) qui se sont tenus en ligne avec la participation de diverses universités, d'organisations de la société civile et d'acteurs étatiques d'Amérique latine. Ces séminaires ont offert un espace permettant d'analyser les conflits et crimes socio-économiques du point de vue de la criminologie verte, abordant plusieurs problématiques comme le trafic d'espèces sauvages, le crime organisé et les violences environnementales à l'encontre des peuples autochtones.

En collaboration avec l'*Universidad Nacional Autónoma de México*, le groupe a également réalisé une vidéo partagée de nombreuses fois sur l'éthique et les risques liés à la possession d'espèces sauvages en tant qu'animaux de compagnie, mettant en lumière les problématiques interconnectées de la santé publique, de la conservation et du bien-être animal. Parmi les publications académiques du groupe figurent des articles de revue et plusieurs contributions aux newsletters de la CPEES (annexe B), comme l'article publié en décembre 2022 intitulé « *Violencia contra grupos indígenas defensores del ambiente en México* » (Violences contre les groupes autochtones défenseurs de l'environnement au Mexique).

Le groupe est également parvenu à organiser le troisième séminaire interinstitutionnel en criminologie verte de février à mai 2024 en étendant sa portée aux jeunes, aux chercheurs universitaires et aux professionnels de toute l'Amérique latine. Le séminaire a permis de renforcer la dynamique en vue du prochain congrès de l'UICN en améliorant l'engagement régional et thématique. Il a démontré l'engagement du groupe à réunir la science, le plaidoyer et l'éducation dans la lutte contre les préjudices socioécologiques et la promotion d'une conservation axée sur la justice.

Les efforts menés pour traiter des questions liées aux préjudices environnementaux et à la justice sont complétés par les travaux du groupe de spécialistes des peuples autochtones, du droit coutumier et environnemental et des droits de l'homme (SPICEH) dont l'objectif est d'encourager une hausse des cadres relatifs aux traditions juridiques autochtones et à la gouvernance coutumière.

Économies locales, communautés et nature (LECN, en anglais)

Le groupe de spécialistes sur les économies locales, les communautés et la nature agit en qualité de correspondant de la CPEES pour les membres intéressés par l'application de méthodes socioéconomiques à la relation entre les communautés et l'environnement naturel. Elle appuie également d'autres Commissions de l'UICN ainsi que le Secrétariat au travers d'informations et de conseils spécialisés.

Au cours de cette période quadriennale, le groupe a mis au point un projet financé en vue d'évaluer la véritable valeur des économies autochtones au sein des aires protégées. L'objectif de ce travail est de mieux prendre en compte l'ensemble des services écosystémiques que les PACL fournissent (au-delà de moyens d'existence), y compris les contributions culturelles, spirituelles et écologiques qui bénéficient plus largement aux populations régionales et mondiales. Environ 10 à 12 membres se sont engagés à prendre part à cette initiative de recherche qui a déjà entraîné la publication d'une analyse de documents provenant de plus de 50 sources. Ils prévoient en outre de publier un article de synthèse et un article d'opinion politique dans une revue dont le contenu fait l'objet d'un examen collégial.

Le groupe a également rédigé plusieurs publications à comité de lecture mettant en lumière les cadres innovants et les approches axés sur les PACL en faveur de la valorisation des écosystèmes, de la transition énergétique et du partage des avantages de la conservation.

L'humanité et les océans (PATO, en anglais)

Le groupe de spécialistes sur l'humanité et les océans a considérablement élargi la base de connaissances de l'UICN sur l'équité sociale dans le domaine de la conservation marine au travers d'une impressionnante quantité de travaux. Au cours de la période quadriennale 2021-2025, le groupe a rédigé 17 publications examinées par des pairs, deux rapports phares ainsi que de multiples notes d'orientation et documents techniques d'orientation (annexe B). Ces publications couvrent des thèmes allant des droits de l'homme au sein de l'économie bleue jusqu'au rôle des défenseurs de l'océan dans la protection de la biodiversité en passant par les systèmes d'occupation des aires marines et la gouvernance des pêcheries artisanale.

La reconnaissance et l'appui aux défenseurs de l'océan (à savoir les peuples autochtones côtiers, les pêcheurs artisanaux et les communautés locales en première ligne de la protection des océans) sont au cœur de ce travail. Le groupe de spécialistes a élaboré des orientations détaillées sur la création d'aires marines protégées (AMP) qui se focalisent sur le principe d'équité, sur la gouvernance participative et sur la prise en compte des droits fonciers et des droits culturels dans

les politiques marines. Ces orientations comportent des outils et des cadres permettant d'intégrer l'équité sociale, le bien-être humain et la justice de genre dans la gestion et l'évaluation des AMP.

L'influence du groupe ne fait aucun doute au sein des espaces politiques mondiaux, notamment au travers de leurs contributions lors de la Conférence des Nations Unies sur l'Océan, du Congrès international de la conservation marine, du Congrès mondial des pêches ainsi que du Congrès international des aires marines protégées. Ses supports de connaissances ont permis d'étayer la contribution de l'UICN dans les processus de la Convention sur la diversité biologique (CDB) de même qu'ils ont aidé à façonner le discours de la politique marine autour du droit à un océan propre, sain et durable.

Au travers de son rôle dirigeant, le groupe de spécialistes sur l'humanité et les océans a participé à donner un nouveau cadre de la conservation marine au sein de l'UICN en la faisant passer d'une simple priorité technique et écologique à un programme plus vaste, axé sur la justice, qui célèbre les droits, les voix et les connaissances des peuples côtiers.

Utilisation durable et moyens de subsistance (SULi, en anglais)

Le groupe de spécialistes sur l'utilisation durable et les moyens de subsistance a aidé à imaginer, développer et alimenter la nouvelle [Base de données sur l'utilisation des espèces](#) (SpUD, en anglais) dans laquelle sont enregistrés les utilisateurs d'espèces sauvages, les motifs de ces utilisations et la durabilité ou non des utilisations. La SpUD prend en compte les aspects sociaux, économiques et environnementaux ainsi que les préoccupations liées au bien-être animal et à la santé humaine. La base de données, contenant actuellement près de 500 enregistrements décrivant comment 350 espèces sont utilisées dans 117 pays, entre désormais dans une nouvelle phase de développement en vue de mieux l'intégrer à la Liste rouge de l'UICN. Le groupe de spécialistes sur l'utilisation durable et les moyens de subsistance a en outre collaboré avec le Bureau régional de l'UICN pour l'Afrique orientale et australe pour l'élaboration des *First Line of Defence guidelines* (Lignes directrices pour la première ligne de défense), un cadre permettant de comprendre et de mettre en avant les perspectives des communautés vis-à-vis des projets de conservation. Enfin, le groupe de spécialistes sur l'utilisation durable et les moyens de subsistance a collaboré avec TRAFFIC, l'Endangered Wildlife Trust et l'IIED pour la création du *5-DSAF*, un cadre d'évaluation de la durabilité de l'utilisation des espèces sauvages tenant compte du bien-être animal, de la santé humaine ainsi que de la durabilité économique, environnementale et sociale.

Ces travaux sur l'utilisation durable étayaient ceux menés par d'autres groupes, comme le groupe de spécialistes des peuples autochtones, du droit coutumier et environnemental et des droits de l'homme et le groupe focalisé sur la religion, la spiritualité, la conservation environnementale et la justice climatique, qui mettent en avant l'interconnexion entre les valeurs, les traditions, les moyens de subsistance et la gouvernance environnementale.

Peuples autochtones, du droit coutumier et environnemental et des droits de l'homme (SPICEH, en anglais)

Le groupe des spécialistes des peuples autochtones, du droit coutumier et environnemental et des droits de l'homme a collaboré avec le *Center for Indigenous Peoples' Research and Development* (Centre des peuples autochtones pour la recherche et le développement) afin d'étudier les pratiques coutumières Shyagya des peuples autochtones des Tumba et des Nubriba ainsi que les rôles de ces pratiques dans la conservation de la biodiversité, la gestion durable des ressources naturelles et les modes de vie en harmonie avec la nature. La diffusion à l'international de cette recherche a contribué à la reconnaissance juridique des pratiques coutumières Shyagya et de la gouvernance autochtone dans une municipalité népalaise grâce à l'adoption de la [Loi de 2022 sur la conservation Shyagya](#). Le SPICEH a également élaboré des supports de connaissances visant à sensibiliser le public aux réalités que vivent les peuples autochtones luttant contre la conservation forteresse dans plusieurs aires protégées du Népal (annexe B).

Religion, spiritualité, conservation environnementale et justice climatique (ReSpECC, en anglais)

Ce groupe de spécialistes a été établi en coordination avec les organisations confessionnelles participant aux événements de l'UICN et a participé à la rédaction de plusieurs accords

multilatéraux sur l'environnement, dont la CCNUCC et la CDB-ONU. Cette coordination a engendré un renforcement des engagements communs envers la réalisation des objectifs mondiaux sur la conservation de la biodiversité, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets ainsi que le développement durable. En outre, le ReSpECC a organisé plusieurs ateliers encourageant les participants à étudier les connexions de l'humanité avec le monde naturel, la spiritualité et les systèmes de valeurs. Enfin, ce groupe participe à des recherches sur l'interconnexion entre la spiritualité, la conservation et l'action climatique avec pour but d'informer sur la façon dont nous pouvons créer des synergies entre des actions spécifiques pour avoir plus d'impact sur la protection de la nature.

Ces approches fondées sur la spiritualité sont complétées par des outils pratiques et des mesures de renforcement des capacités pour renforcer la gouvernance des ressources naturelles, comme le montrent les groupes de travail de la CPEES.

1. Groupe de travail et groupes d'étude

Les groupes de travail et groupes d'étude de la CPEES agissent comme des mécanismes flexibles permettant de renforcer les connaissances et de bâtir des alliances sur des questions émergentes, de la biodiversité à la conservation des cultures animales en passant par la planification familiale.

Groupe travail sur un cadre pour la gouvernance des ressources naturelles (NRGF, en anglais)

Dans le cadre des formations sur les permis organisées par l'Endangered Wildlife Trust en 2023 et 2024, le NRGF est parvenu à former 150 agents de contrôle des permis travaillant au Département pour l'environnement, la foresterie et les pêches d'Afrique du Sud sur la bonne gouvernance des ressources naturelles. Ces formations ont permis de renforcer les capacités du personnel de la conservation situé en première ligne, tout en donnant la possibilité d'améliorer les rapports entre les défenseurs de notre biodiversité et les nombreuses parties prenantes qui utilisent des ressources naturelles. En outre, le Président du groupe a contribué à l'élaboration de diverses publications pour l'UICN, le Réseau de solutions pour le développement durable des Nations Unies, Terraspect, et le groupe d'étude de la CPEES-CSE sur la biodiversité et la planification familiale (annexe B). Ce groupe de travail a également diffusé des connaissances sous forme de webinaires coorganisés avec d'autres Membres de l'UICN, mais aussi sous forme de newsletters périodiques et de notes d'information ainsi qu'avec la création d'une page LinkedIn du groupe.

Groupe d'étude de la CPEES-CGE sur les politiques relatives au capital naturel (NCP, en anglais)

Ce groupe d'étude conjoint a été établi en 2022 pour examiner les perspectives des membres de la CPEES et de la CGE sur le capital naturel et la comptabilisation du capital naturel, le but étant d'identifier les points d'accord et de désaccord sur ces sujets ainsi que d'étayer la proposition vers une politique sur le capital naturel ([Résolution de l'UICN 7.120 Vers une politique sur le capital naturel](#) (Marseille, 2020)). La majorité des travaux du groupe d'étude a porté sur la gestion et la diffusion des connaissances au travers de réunions, de présentations et de briefings de l'UICN. Un rapport d'avancement de février 2025 a révélé que le groupe d'étude est parvenu à son but et a recommandé sa dissolution afin d'établir un nouveau Groupe d'étude pour l'élaboration d'une politique sur le capital naturel.

Groupe d'étude de la CPEES-CSE sur la biodiversité et la planification familiale (B&FP, en anglais)

Le groupe d'étude conjoint sur la B&FP, qui travaille en étroite collaboration avec le Margaret Pyke Trust a publié des Orientations sur la manière de garantir que la santé, population et environnement (SPE) et l'élimination des obstacles à la planification familiale volontaire et fondée sur les droits, soient incluses dans les stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité. Ses membres ont également partagé leur expertise en vue d'inclure les questions de SPE, de planification familiale et de santé sexuelle, reproductive et mentale dans les différents plans d'action de l'UICN, mais aussi le Plan d'action mondial de la CDB sur la biodiversité et la santé et le Rapport Nexus de l'IPBES. Enfin, ce groupe d'étude est parvenu à convaincre Blue Ventures, l'International Crane Foundation, le Consortium sur la SPE d'Éthiopie et CHASE Africa de plaider officiellement en faveur de l'expansion d'un accès à la contraception volontaire fondée sur les

droits dans le cadre de Family Planning 2030, un partenariat mondial garantissant l'accès universel à la planification familiale. Voir le Rapport annuel 2024-2025 du groupe d'étude sur la B&FP.

Jeunes professionnels/Engagement des jeunes et partenariats intergénérationnels (YEIP, en anglais)

Dans le cadre de la COP15 du PNUE, le Président de ce groupe d'étude a contribué à l'élaboration d'un rapport sur la jeunesse et a participé à un dialogue visant à améliorer l'engagement intergénérationnel entre les Présidents des commissions de l'UICN et leurs jeunes membres. Le groupe de travail a également participé à la création et à la mise en œuvre du Comité consultatif de l'UICN pour la jeunesse, dont les activités et les supports de connaissances visent à déployer la Stratégie de l'UICN pour la jeunesse au sein de toute l'Union. Au sein de la CPEES, le groupe continue de créer des supports de connaissances et des opportunités d'engagement centrées sur l'engagement des jeunes (annexe B). Enfin, ce groupe a collaboré avec la CEC-UICN, le Global Youth Biodiversity Network et Kinship pour créer le Nature Cultural Fellowship, un programme de bourse axé sur les liens entre la nature, la communauté, l'art ainsi que les connaissances et valeurs traditionnelles, qui comportera une série de webinaires, un parcours d'apprentissage et des projets communautaires locaux.

Groupe d'étude de la CPEES-CSE sur la conservation des cultures animales (CACTF, en anglais)

En 2025, la CPEES et la CSE ont créé ensemble le groupe d'étude sur la conservation des cultures animales en vue de reconnaître les cultures animales et de les intégrer dans la conservation mondiale. Cette collaboration innovante révèle que l'apprentissage social et les comportements culturels au sein des espèces sont des aspects indispensables de leur résilience, de leur adaptation et de leur capacité de survie face aux changements environnementaux. Le groupe d'étude réunit des experts de diverses disciplines et comprend un engagement fort avec les PACL pour veiller à ce que les perspectives scientifiques et culturelles puissent façonner ensemble les pratiques de conservation. En réunissant la science écologique, les connaissances traditionnelles et les politiques de conservation, le CACTF a pour but d'influer sur certains outils comme le Statut vert et la Liste rouge des espèces de l'UICN ainsi que de faire progresser les initiatives Nature-Culture qui se concentrent sur l'interconnexion entre la nature et l'héritage culturel. Le CACTF devrait élargir le champ de ses travaux au cours de la prochaine période quadriennale afin de créer une dynamique autour de cette frontière émergente de la conservation.

Les travaux du CACTF illustrent les efforts plus larges de la CPEES en vue de réimaginer la conservation au travers d'une prise en compte des diverses formes de connaissances (y compris les connaissances autochtones et scientifiques) ainsi que des perspectives relationnelles et interspèces.

2. Engagement et leadership régional

Outre ses groupes globaux, thématiques et spécialisés, la CPEES a un impact profondément renforcé par le leadership et la coordination de ses Vice-présidents régionaux (VPR). Au cours de cette période quadriennale, les VPR ont joué un rôle déterminant vis-à-vis de l'engagement des membres, favorisant les échanges de connaissances et soutenant les priorités régionales de conservation alignées sur les valeurs de la CPEES. Dans toutes les régions, les membres ont contribué aux publications, événements, dialogues politiques et efforts de renforcement des capacités qui reflètent l'engagement de la CPEES en faveur d'une conservation inclusive, communautaire et ancrée dans la culture. La section suivante met en valeur les réussites et les collaborations régionales qui montrent toute la diversité et le dynamisme des contributions fournies par les membres de la CPEES à l'échelle mondiale.

Océanie

Les membres de la CPEES Océanie ont publié deux livres en partenariat avec le programme de recherche sur la jeunesse de la Ebiil Society (annexe B). Ces livres, dont l'un se concentre sur les dugongs aux Palaos tandis que l'autre aborde les relations entre l'agroforesterie et les systèmes alimentaires des Palaos, compilent les recherches menées conjointement par des chercheurs

locaux et internationaux. Ces processus de recherche représentent une étape concrète vers la décolonisation de la recherche puisqu'ils incluent les protocoles autochtones se rapportant à l'emprunt des connaissances et qu'ils renforcent les capacités de la prochaine génération de chercheurs. Les membres de la CPEES Océanie se sont aussi joints à une plainte déposée auprès du Rapporteur spécial des Nations Unies contre les violations de la législation des Palaos sur l'environnement à la suite du renforcement des forces militaires américaines.

Amérique du Nord

La CPEES Amérique du Nord a établi un groupe de travail sur les jeunes professionnels pour aider ces derniers à développer leurs carrières et leurs approches dans le domaine de la conservation. Ce groupe de travail fournit un espace permettant de partager des expériences, d'en savoir plus sur les opportunités de contribution aux politiques de conservation ainsi que d'entrer en contact avec des personnes pouvant servir d'exemples et de mentors. Il insiste sur l'importance d'apporter à la conservation des idées non conventionnelles et des contributeurs aux parcours non traditionnels afin d'insuffler le genre de soutien global dont la conservation a besoin pour aborder les problématiques mondiales comme le changement climatique.

Amérique du Sud

La CPEES Amérique du Sud a concentré ses efforts sur le renforcement des connexions et coopérations régionales. La région a organisé deux panels de discussion en ligne pour favoriser le dialogue entre les membres régionaux en vue de proposer des solutions de politique environnementale, le premier des deux panels ayant permis d'étudier les difficultés liées à la conservation et à la protection de la biodiversité en Amérique du Sud. Le second panel, incluant une présentation par Natalia Langer, avocate d'Argentine pour l'environnement, a quant à lui été axé autour des stratégies d'échange visant à améliorer la protection des espèces sauvages et la criminologie verte en Amérique du Sud.

Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

La CPEES Mexique, Amérique centrale et Caraïbes a repris du service au cours de cette période quadriennale, un programme de travail ayant été développé collectivement pour orienter les efforts de la région en 2025. En amont du Congrès mondial de l'UICN, la région a privilégié le renforcement de la cohésion entre ses membres, les instances régionales parallèles de la CEC et le Secrétariat afin de faciliter les échanges de connaissances et aligner les efforts engagés sur les priorités régionales. Les membres de la région ont également pris part à la rédaction d'articles faisant état de leurs travaux et de leurs points de vue sur la conservation, publiés dans la newsletter *Reimagine Conservation*.

Asie du Sud et de l'Est

Entre 2021 et 2025, les membres de la CPEES Asie du Sud et de l'Est ont participé à plus de 40 événements et ont organisé plus de 12 webinaires sur les Objectifs de développement durable et les avancées réalisées dans le domaine de la conservation de l'environnement. Le groupe est en outre passé de 190 à 411 membres et son Vice-président régional a publié deux livres sur l'éthique et le droit de l'environnement.

Europe et Méditerranée

La CPEES Europe et Méditerranée a réalisé une enquête pour identifier les priorités et ses membres ainsi que leurs domaines d'expertise. Les informations collectées dans le cadre de cette enquête ont entraîné l'intégration de membres d'Europe de l'Est et d'Asie centrale sous l'autorité du Vice-président régional de l'Europe. En outre, le Vice-président régional et son Vice-président adjoint ont intégré le *European Policy Advisory Group* (en français : Groupe consultatif sur les politiques européennes) à l'occasion des réunions du Comité interrégional pour l'Europe, l'Asie du Nord et l'Asie centrale.

Asie occidentale

La CPEES Asie occidentale a collaboré avec le Secrétariat de l'UICN en vue d'élargir l'accès au Standard mondial de l'UICN pour les solutions fondées sur la nature par sa traduction en langue perse. La région a également contribué à l'évaluation de quatre aires protégées dans la région de Razavi Khorasan, Iran, à l'aide de l'Outil de suivi de l'efficacité de la gestion cocréé par la CMAP et le Secrétariat de l'UICN. En parallèle, le groupe des jeunes de la CPEES Asie occidentale a codirigé le Youth and Tech4Nature Pavilion lors du 10^e Forum régional d'Asie de l'UICN. L'Association Barhain Women, une organisation membre en Asie occidentale, a également déployé une stratégie de communication visant à renforcer la sensibilisation régionale et l'action dans le domaine de la conservation. Cette organisation membre a également organisé une conférence intitulée « The Four Jewels of Earth » dont le but était d'encourager les participants à réimaginer ce à quoi pourrait ressembler un avenir durable pour la planète.

Afrique

La correspondante pour les jeunes professionnels de la CPEES Afrique s'est montrée particulièrement active tout au long de cette période quadriennale, participant à diverses conférences y compris le Forum des jeunes de l'UICN pour la conservation de l'Afrique, le Forum de l'UICN pour la conservation de l'Afrique, la COP16 de la CNULD et divers autres Forums régionaux de l'UICN pour la conservation. Elle a notamment coordonné et créé du contenu pour des événements spécifiques qui se sont tenus lors du Forum régional de l'Asie occidentale pour la conservation, la COP16 de la CNULD et la COP16 de la CDB-ONU. Enfin, elle a participé à la conception ainsi qu'à la mise en œuvre du Nature Cultural Fellowship. La CPEES Afrique est en outre parvenue à intégrer de nouveaux membres de la jeunesse, à encourager la participation des jeunes conformément à la stratégie de l'UICN pour la jeunesse ainsi qu'à amplifier leurs voix et à améliorer les collaborations avec eux tout au long de cette période quadriennale.

STRUCTURE, GOUVERNANCE ET MEMBRES

Structure

La Commission est dirigée par un Président, élu par les Membres de l'UICN, et par un Vice-président nommé par le Conseil de l'UICN sur recommandation du Président. Le Comité directeur de la CPEES est nommé conformément aux Statuts et au Règlement de l'UICN et il aide le Président et le Vice-président à superviser et à coordonner les activités de la Commission. L'organisation de la Commission, pour obtenir les résultats escomptés dans les domaines du Programme, est laissée à la discrétion de son Président, en consultation avec le Vice-président et le Comité directeur, le cas échéant. Le Président participe également au Conseil de l'UICN en tant que membre votant à part entière.

Le travail de la CPEES est réparti en régions, thèmes, groupes de spécialistes, groupes de travail ou groupes d'étude. Une liste complète de ces sous-groupes assortie de leurs Présidents, Co-présidents et Vice-présidents respectifs pour le mandat de 2021-2025, est disponible dans l'annexe A du présent rapport. La CPEES est appuyée par l'Unité de soutien aux Commissions de l'UICN (CSU), composée des membres suivants : Iain Stewart (Directeur, Membres et CSU), Michelle Kimeu (Responsable, CSU), Laksith Fernando (Chargé de commissions), Nestor Soler del Toro (Responsable du financement des programmes), Nishamini Amunugama (Administratrice des commissions), Vivian Ejezie (Assistante de communication) et Donall McLoughlin (Administrateur du financement des commissions).

Gouvernance

Le Comité directeur de la CPEES est composé de 18 personnes, dont 61 % de femmes. Il inclut des Présidents, Co-présidents et Vice-présidents régionaux des sous-groupes de la Commission ainsi que le Président, le Président adjoint et le Responsable exécutif de la Commission (voir l'annexe A). Une équipe de direction plus restreinte travaille avec le Président à la gestion quotidienne de la Commission, mais toutes les décisions stratégiques et politiques sont prises par l'ensemble du Comité directeur, guidé par les règlements administratifs de la Commission dans

toutes ses activités. Les règlements administratifs de la Commission ont été analysés, mis à jour et approuvés par le Comité directeur en juin 2019.

Membres

En mai 2025, la CPEES comptait près de 1 700 membres, dont 42 % de femmes, et 58 % d'hommes, 8,8 % de ces membres s'identifiant comme autochtones. Les membres de la CPEES sont répartis entre les huit régions, les six groupes thématiques, les sept groupes de spécialistes et les dix groupes de travail/d'étude (dont quatre groupes d'étude intercommission). Les groupes d'Asie du Sud et de l'Est ainsi que d'Europe et Méditerranée de la CPEES sont les plus grands sous-groupes de la Commission avec respectivement 417 et 279 membres, suivis du SULI, du groupe d'Amérique du Nord et du YEIP avec respectivement 356, 284 et 250 membres. Pour en savoir plus sur la répartition des membres, veuillez consulter l'annexe A.

COMMUNICATION

Au cours de la période quadriennale 2021-2025, la CPEES a considérablement amélioré sa communication en vue de mieux mettre en valeur son programme de conservation fondé sur les valeurs et de mobiliser un plus large public. La Commission a lancé sa newsletter *Reimagining Conservation* qui comprend des éditions thématiques mettant en lumière les récits des membres, des leaders autochtones et des partenaires de l'UICN à travers le monde. Ces newsletters permettent de partager d'importantes perspectives et d'échanger sur les pratiques émergentes en matière de justice, d'équité et d'inclusion dans le domaine de la conservation.

La CPEES a également renforcé sa présence en ligne au travers de plateformes de l'UICN comme « Engage » ainsi que par l'intermédiaire des pages Web de l'Union qui permettent à la Commission de partager ses appels à l'action, des actualités régionales, ses publications et ses opportunités d'engagement. La Commission a accru son usage multimédia avec la création de vidéos, de webinaires et de publications sur les réseaux sociaux pour mettre en lumière les initiatives de ses membres ainsi que pour partager des outils d'apprentissage et des expériences.

Les membres ont activement contribué à la rédaction d'articles de blog, d'articles politiques et d'entretiens auprès du service de communication du Congrès de l'UICN, dans le cadre de son engagement auprès de la COP15 et de la COP16 de la CDB ainsi que lors d'autres événements mondiaux, mettant en valeur les voix des parties prenantes d'habitude sous-représentées dans le domaine de la conservation. En bref, les communications de la CPEES sont indispensables pour faire évoluer les discours en matière de conservation ainsi que pour mettre en relation des parties prenantes issues de diverses régions et disposant de systèmes de savoirs différents.

Annex A: CEESP Officers, 2021-2025

Executive Office
Thematic Groups
Specialist Groups
Working Groups & Task Forces
Regions

Acronym	Sub-group	Position	Name	Number of Members
-	Executive	Chair	Kristen Walker Painemilla	-
-	Executive	Deputy Chair	Ameyali Ramos	-
-	Executive	Executive Officer	Iben Caroline Munck	-
BBPA	Business, Best Practice, & Accountability	Chair	Jacob Park	2
CSC	Culture, Spirituality, & Conservation	Co-Chair	Kevin Chang	179
		Co-Chair	Liza Zogib	
TEP	Environment & Peace	Chair	Elaine Hsiao	4
		Deputy Chair	Mirali Shukla	
TGER	Governance, Equity, & Rights	Chair	Melanie Zurba	4
		Deputy Chair	Ahmad Hameed	
		Deputy Chair	Isa Olalekan Elegbede	
HWSL	Human Wellbeing & Sustainable Livelihoods	Chair	Neil Dawson	2
IPE	Indigenous Peoples & the Environment	Chair	Jennifer (Jing) Corpuz	1
SGG	Gender	Chair	Meher Noshirwani	2
SGGC	Green Criminology	Co-Chair	Daan Van Uhm	28
		Co-Chair	Inés Arroyo Quiroz	
SPICEH	Indigenous Peoples, Customary, Environmental Laws & Human Rights	Chair	Pasang Dolma Sherpa	3
LECN	Local Economies, Communities, & Nature	Co-Chair	Kamaljit Sangha	4
		Co-Chair	Nicholas Conner	
PATO	People & the Ocean	Chair	Nathan Bennett	49
ReSpECC	Religion, Spirituality,	Co-Chair	Sarah French	172

	Environmental Conservation & Climate Justice	Co-Chair	Shantanu Mandal	
SULi	Sustainable Use & Livelihoods	Chair	Dilys Roe	356
B&FP	SSC-CEESP Biodiversity & Family Planning Task Force	Co-Chair	Carina Hirsch	3
		Co-Chair	David Johnson	
-	Working Group on Ecosystem Services & Indigenous Peoples & Local Communities	Co-Chair	Kamaljit Sangha	-
		Co-Chair	Nicholas Conner	
NCP	CEM-CEESP Task Force on Natural Capital Policy	Chair	Nicholas Conner	-
MEC	Migration & Environmental Change Task Force	Co-Chair	Elaine Hsiao	6
		Co-Chair	Galeo Saintz	
		Co-Chair	Richard Matthew	
NRGF	Natural Resource Governance Framework Working Group	Chair	Emmanuel Nuesiri	3
YEIP	Youth Engagement & Intergenerational Partnerships	Chair	Swetha Stotra Bhashyam	155
-	Africa	Regional Vice Chair	Monipher Musasa	248
		Deputy Regional Vice Chair	Emmanuel Lokpaka	
		Young Professional Regional Focal Point	Fatima El-aaraby	
E&M	Europe & Mediterranean	Regional Vice Chair	Luc Bas	379
		Deputy Regional Vice Chair	Tommaso Demozzi	
MCAC	Mexico, Central America, & the Caribbean	Regional Vice Chair	Amelia Arreguín Prado	78
NA	North America	Regional Vice Chair	Michael Painter	284
		Deputy Regional Vice Chair	Julia Whelan	
		Young Professional Regional Focal Point	Katia Carranza	

-	Oceania	Regional Vice Chair	Elise Huffer	98
		Deputy Regional Vice Chair	Ann Singeo	
		Young Professional Regional Focal Point	Daphney Kiki	
SA	South America	Regional Vice Chair	Pablo Crimer	95
S&EA	South & East Asia	Regional Vice Chair	Ritu Dhingra	417
		Deputy Regional Vice Chair	Swayamprabha Das	
		Young Professional Regional Focal Point	Adrian Dwiputra	
WA	West Asia	Regional Vice Chair	Mahnaz Kadhemi	57
		Young Professional Regional Focal Point	Georges Habib	

Annex B: List of CEESP Publications 2021-2025

This compilation includes all publications officially released as of May 28, 2025.

Thematic Groups

Business, Best Practice, & Accountability

- [Alonso Martínez, M. et al., \(2025\) "More than closing loops: Community-based circular food systems as pathways for transformation," *Journal of Agriculture, Food Systems, Community Development*.](#)
- [Lall, Saurabh A. & Park, Jacob, \(2022\) "How Social Ventures Grow: Understanding the Role of Philanthropic Financing in Scaling Social Entrepreneurship," *Business & Society Journal* \(2022\).](#)
- [Park, Jacob, \(2021\) "Theorizing and Learning From Kenya's Evolving Solar Energy Enterprise Development," *Energy Research & Social Sciences Journal*.](#)
- [Park, Jacob, \(2022\) "How Can We Pay For It All? Understanding the Global Challenge of Financing Climate Change and Sustainable Development Solutions," *Journal of Environmental Studies and Sciences*.](#)
- [Park, Jacob, \(2023\) "Sustainable Development Finance and Investments: Theoretical and policy implications for Africa," chapter in *Transformative Innovation in Times of Change: Lessons for Africa From COVID-19*.](#)
- [Park, Jacob, \(November 2023\) "Understanding the USD 10+ Trillion Climate Finance Dilemma: Implications for the 2023 COP28 Climate Conference PLOS Climate," *PLOS Climate*.](#)

Culture, Spirituality, & Conservation

- [Zurba et al., \(2024\) "Enhancing meaningful Indigenous leadership and collaboration in international environmental governance forums," *Environmental Science & Policy*.](#)

Governance, Equity, & Rights

- [HRBWG et al., \(2024\) "Advancing Human Rights-based Approaches to Target 3 Implementation," working paper developed by members of the Human Rights and Biodiversity Working Group and participants in the international workshop on Advancing Rights and Equity in Conservation \(Nanyuki, 2024\).](#)
- [United Nations Environment Programme, \(2024\) *Core Human Rights Principles for Private Conservation Organizations and Funders*.
Learning for Governance portal](#)

Human Well-being & Sustainable Livelihoods

- [Dawson, N.M. et al., \(2023\) "Journeys to more equitable and effective conservation: the central role of Indigenous peoples and local communities," *IUCN CEESP Policy Matters, Issue 23*.](#)
- [Dawson, N.M. et al.,\(2024\) "Is it just conservation? A typology of Indigenous peoples' and local communities' roles in conserving biodiversity," *One Earth*.](#)
- [Dawson, N.M. et al., \(2024\) "Reviewing the science on 50 years of conservation: Knowledge production biases and lessons for practice," *Ambio*.](#)
- [Dawson, N.M. and Suich, H., \(2025\) "Advancing social impact assessments for more effective and equitable conservation," *Conservation Biology*.](#)
- [Franks, P. et al., \(2024\) *Advancing equitable governance in area based conservation*.](#)
- [Suich, H. and Dawson, N. \(2023\). *Review of methods for assessing the social impacts of conservation*. Gland, Switzerland: IUCN.](#)

Specialist Groups

Gender

- [Dragomir, Cristina \(2023\) "Towards a systematic approach: Women, climate change and mobility," *IUCN CEESP*.](#)
- [McPherson, Jana M. et al., \(2023\) "A gendered perspective on the horizon in community conservation" for *IUCN CEESP*.](#)
- [Noshirwani, Meher M. & Dragomir, Cristina L, \(2024\) "Empowering Women: Driving Transformation in Conservation and Development," *IUCN CEESP Newsletter*.](#)

Green Criminology

- [Arroyo-Quiroz, Inés. \(2023\). "Responsabilidad de México como agente activo en el comercio de animales silvestres para mascotas," *Ecología, medio ambiente y sustentabilidad*.](#)

- [Arroyo-Quiroz, Inés, \(2025\) "Gender and environmental crime," in *Elgar Encyclopedia of Environmental Crime*, Ed. by Rob White. ISBN 978 1 80392 383 3.](#)
- [Arroyo-Quiroz, I., Carpio Domínguez, J. L. & Castro Salazar, J. I., \(2024\). "Green crimes and environmental harms in the Latin American region," *Research handbook on environmental crimes and criminal enforcement*.](#)
- [Arroyo-Quiroz I., Castro Salazar, J. I., & S.E. Serrano Oswald, \(2022\) "Using a feminist and green social justice perspective to understanding wildlife trafficking in Mexico," *Women and Wildlife Trafficking: Participants, Perpetrators and Victims*.](#)
- [Arroyo-Quiroz, I., Gore, Meredith L., & Reaser Jamie, K., \(2025\) "A framework for advancing the science of environmental justice along the international wildlife trade pathway," *Frontiers in conservation science*.](#)
- [Carpio Domínguez, José Luis, \(2023\). *Criminología verde para México: Desarrollo de una perspectiva verde en la herencia criminológica mexicana*.](#)
- [Carpio Domínguez, J.L. et al., \(2022\) "Trafficking of a Tiger \(*Panthera tigris*\) in northeastern Mexico: A social network analysis," *Forensic Science International: Animals and Environments*.](#)
- [Carpio-Domínguez, J. L., Castro-Salazar, J. I., & Arroyo-Quiroz, I., \(2022\) "Violencia contra grupos indígenas defensores del ambiente en México," *IUCN CEESP Newsletter*.](#)
- [Castro-Salazar, J. I., Carpio-Domínguez, J. L., & Arroyo-Quiroz, I., \(2024\) "Ingresos y egresos de fauna silvestre en Centros para la Conservación e Investigación de la Vida Silvestre de México durante 2005-2020," *CienciaUAT*.](#)
- [Castro-Salazar, J. I., Torres-Alfaro, D. del C., & Arroyo-Quiroz, I. \(2023\), "Derecho penal mexicano y maltrato animal. Un análisis desde la criminología verde," *Revista Española de Investigación Criminológica*.](#)
- [Esparza-Rodríguez, Z. et al., \(2024\) "Risk areas of illegal primate trafficking: estimating capture pressure and vulnerability," *Animal Biodiversity and Conservation*.](#)
- [Rytwinski, T. et al., \(2024\) "What is the evidence that counter-wildlife crime interventions are effective for conserving African, Asian and Latin American wildlife directly threatened by exploitation? A systematic map," *Ecological solutions and evidence*.](#)
- [Van Uhm, Daan P. \(2023\) *Organized Environmental Crime: Black Markets in Gold, Wildlife, and Timber*.](#)
- [Van Uhm, Daan P. \(2025\) "Illegal Mining" in *Elgar Encyclopedia of Environmental Crime*, Ed. by Rob White. ISBN 978 1 80392 383 3.](#)
- [Witbooi, Emma, Kamal-Deen Ali, Mas Achmad Santosa, Gail Hurley, Yunus Husein, Sarika Maharaj, Ifesinachi Okafor-Yarwood, Inés Arroyo Quiroz, and Omar Salas \(2023\) *Organised Crime in the Fisheries Sector*, Chapter 16, In: *The Blue Compendium From Knowledge to Action for a Sustainable Ocean Economy*, Eds. J. Lubchenco and P.M. Haugan, Springer.](#)

Indigenous Peoples, Customary, Environmental Laws, & Human Rights

- [Dolma Sherpa, Pasang, \(2022\) *Indigenous Peoples' Customary Governance for Sustainable Management of Natural Resources and Protection of Biodiversity*.](#)

People & the Ocean

- [Andrews, N. et al., \(2021\) "Oil, fisheries and coastal communities: A review of impacts on the environment, livelihoods, space and governance," *Energy Research & Social Science*.](#)
- [Baker, D. M. et al, \(2023\) "Improving human well-being outcomes in marine protected areas through futures thinking," *One Earth*.](#)
- [Baker, D., Bennett, N. J., & Ban, N. C., \(2025\). "Human well-being outcomes of large-scale marine protected areas," *Marine Policy*.](#)
- [Beaty, F. et al., \(2024\) "Centering community values in marine planning," *Marine Policy*.](#)
- [Bennett, N. J. et al., \(2021\). "Access rights, capacities and benefits in small-scale fisheries: Insights from the Pacific Coast of Canada," *Marine Policy*.](#)
- [Bennett, N. J. et al., \(2021\). "Advancing social equity in and through marine conservation," *Frontiers in Marine Science*.](#)
- [Bennett, N. J. et al., \(2021\). "Blue growth and blue justice: Ten risks and solutions for the ocean economy," *Marine Policy*.](#)
- [Bennett, N. J. et al., \(2022\) "Environmental Justice in the Ocean," working paper for the *Institution for the Oceans and Fisheries, University of British Columbia*.](#)
- [Bennett, N. J. et al., \(2022\) "Local marine stewardship and ocean defenders," *npj Ocean Sustainability*.](#)

- [Bennett, Nathan J., \(2022\) "Mainstreaming Equity and Justice in the Ocean," *Frontiers in Marine Science*.](#)
- [Bennett, N. J. et al., \(2022\) "Social science for conservation in working landscapes and seascapes," *Frontiers in Conservation Science*.](#)
- [Bennett, N. J. et al., \(2022\) "Social sustainability and equity in the blue economy," *One Earth*.](#)
- [Bennett, N. J. et al., \(2023\) "Environmental \(in\)justice in the Anthropocene ocean," *Marine Policy*.](#)
- [Bennett, N. J. et al., \(2023\) "Ocean defenders and human rights," *Frontiers in Marine Science*.](#)
- [Bennett, N. J. et al., \(2025\) "Ocean equity: From assessment to action to improve social equity in ocean governance," *Frontiers in Marine Science*.](#)
- [Bennett, N. J., Morgera, E., & Boyd, D., \(2024\) "The human right to a clean, healthy and sustainable ocean," *npj Ocean Sustainability*.](#)
- [Billon, P. L. et al., \(2025\). "Ocean governance and the protection of ocean defenders," in *A Research Agenda for Sustainable Ocean Governance*, Eds. J. Alger & U. R. Sumaila, Edward Elgar Publishing.](#)
- [Précoma-de la Mora, M. et al., \(2021\) "Integrating Biophysical, Socio-Economic and Governance Principles Into Marine Reserve Design and Management in Mexico: From Theory to Practice," *Frontiers in Marine Science*.](#)
- [The Ocean Defenders Project, \(2025\) *Ocean Defenders: Protectors of Our Ocean Environment and Human Rights*.](#)

Sustainable Use & Livelihoods

- [Cowie, W. et al., \(2020\) *IUCN guidelines for gathering of fishers' knowledge for policy development and applied use*.](#)
- [Skinner, D. et al. \(2018\), *Local communities: First Line of Defence against illegal wildlife trade \(FLoD\) Guidance for implementing the FLoD methodology*](#)

Working Groups & Task Forces

SSC-CEESP Biodiversity & Family Planning Task Force

- [Johnson, David & Hirsch, Carina, \(2024\) "Reproductive choice in national biodiversity policy: Guidance on how to ensure PHE and removing barriers to rights-based and voluntary family planning are included in NBSAPs," *IUCN SSC-CEESP Biodiversity & Family Planning Task Force Report*.](#)

Migration & Environmental Change Task Force

- [Baillat, A. et al., \(2022\) "Addressing the Silent Crisis: The Impacts of Slow-Onset Environmental Change on Human Mobility and Conflict," in *Compendium on the Future of Environmental Peacebuilding*, Eds. Geneva Peacebuilding Platform, the PeaceNexus Foundation, the International Union for Conservation of Nature, and the Environmental Peacebuilding Association.](#)
- [Hsiao, Elaine \(Lan Yin\), \(2022\) "Conviviality in Disrupted Socionatural Landscapes: Ecological Peacebuilding around Akagera National Park" *Conservation and Society*.](#)
- [Hsiao, Elaine. \(2024\) "Pushing the limits in environmental law: transboundary conservation and climate change," in *Research Handbook on Climate Change and Biodiversity Law* Eds. Richard Caddell & Phillipa McCormack, Edward Elgar Publishing.](#)
- [Hsiao, E. et al., \(2023\) "Protected zones in context: exploring the complexity of armed conflicts and their impacts on the protection of biodiversity," *International Review of the Red Cross*.](#)
- [Hsiao, Elaine & Le Billon, Philippe, \(2021\) "Connecting Peaces: Transboundary Conservation and the Integration of International, Social, and Ecological Peace," *International Journal on World Peace*.](#)
- [Hsiao, E., Margulies, J. & Massé, F., \(2023\) "Political Ecology of Wildlife," in *IUCN Human-Wildlife Conflict Guidelines*.](#)
- [Hsiao, E., Matthew, R., Le Billon, P., & Saintz, G. \(Eds.\), \(2024\) *Planet on the Move: Conservation at the Intersection of Migration, Conflict and Environmental Change*.](#)
- [Kalilou, O., Hsiao, E., & Aremu, F., \(February 2021\) "Pan-African Response to COVID-19: New Forms of Environmental Peacebuilding Emerge," *IUCN CEESP*.](#)
- [Le Billon, P., Hsiao, E., & Matthew, R., \(April 2022\) "Species on the move: 4 ways conservation can adapt in an era of climate change," *The Conversation: Environment + Energy*.](#)
- [Matthew, R. et al., \(2022\) "Species on the Move: Environmental Change, Conservation and Displacement," *Annals of the American Association of Geographers*.](#)
- [Sandström, C. & Hsiao, E., \(2023\) "Governing Human-Wildlife Conflict," in *IUCN Human-Wildlife Conflict Guidelines*.](#)

[Shukla, M. et al., \(May 2022\) "Environmental Peacebuilding for a Planet on the Move," *IUCN CEESP Newsletter*.](#)

Natural Resources Governance Framework Working Group

[IUCN ESARO \(2024\). "The state of protected and conserved areas in Eastern and Southern Africa," 2nd ed. *IUCN State of Protected and Conserved Areas Report Series*.](#)

[Johnson, David & Hirsch, Carina, \(2024\) "Reproductive choice in national biodiversity policy: Guidance on how to ensure PHE and removing barriers to rights-based and voluntary family planning are included in NBSAPs," *IUCN SSC-CEESP Biodiversity & Family Planning Task Force Report*.](#)

[Mwangi, E, \(2025\) "Mainstreaming Gender into Drought Management Policy in Africa: Recommendations for Decision-Makers," *IUCN CEESP NRGF Policy Paper*.](#)

[Pattni, Rajiv & Wilhelm Zhao \(2024\) "From co-benefits to core benefits: How to ensure carbon finance is equitably and transparently distributed," *Terraspect report*.](#)

Youth Engagement & Intergenerational Partnerships

["UN International Youth Day August 12, 2023," *IUCN CEESP Newsletter*.](#)

Regions

Africa

[IUCN \(2025\). *IUCN ROWA annual report 2024*.](#)

Oceania

[Ferguson, Caroline E. et al., \(2022\) "Local practices and production confer resilience to rural Pacific food systems during the COVID-19 pandemic," *Marine Policy*.](#)

[Ferguson, Caroline E. et al. \(2022\). "The tragedy of the commodity is not inevitable: Indigenous resistance prevents high-value fisheries collapse in the Pacific islands," *Global Environmental Change*.](#)

[Frazier, A.G. et al., \(2023\) "Ch. 30. Hawai'i and US-Affiliated Pacific Islands," chapter in *Fifth National Climate Assessment*.](#)

[Mamis, K., et al. \(2023\) *Mesekiu Er a Belau Ebook: Dugongs of Palau*. Austria, Lulu.com.](#)

[Ngiraswei, E. et al., \(2024\) *Belau Agroforestry and Food Systems*, Lulu.com.](#)

[Singeo, A. et al., \(2021\). *Key findings from Palau's gender and marine resources assessment: Women and men both important for use, management and youth empowerment*.](#)

[Singeo, A. et al., \(2021\). *Palau Gender and Natural Resources 2020 National Report*.](#)

[Singeo, Ann & Ferguson, Caroline E., \(2022\) "Lessons from Palau to end parachute science in international conservation research," *Conservation Biology*.](#)

[Trauernicht, C. et al., \(2023\) "How people, rainfall and vegetation shape tropical island fire regimes across Micronesia," *Journal of Biogeography*.](#)

South & East Asia

[Dhingra, Ritu, \(2021\) "Environmental Defenders in India" in *Policy Matters: Defenders and the many faces of repression*.](#)

[Dhingra, Ritu \(2022\) "The War Between Russia and Ukraine – An Environmental Disaster," article for *IUCN CEESP*](#)

[Dhingra, Ritu, \(2023\) "An analysis of Sustainable Development Goal 5," article for *IUCN CEESP*.](#)

[Dhingra, Ritu, \(2023\) *Explorations into Sustainable Development with Forest and Biodiversity Conservation*.](#)

[Dhingra, Ritu, \(2025\) *Eco-Dharma in Celebration : Hindu Festivals and Environmental Ethics*.](#)